

VERS L'UNION FÉDÉRALE

L'Europe traverse une période de turbulence et d'incertitude. L'Union européenne elle-même est en grande difficulté. La longue crise financière qui a conduit à la stagnation économique, au chômage et à la fragmentation politique a mis en évidence non seulement les failles dans la conception de l'Union économique et monétaire et la faiblesse des institutions de l'UE, mais aussi le manque de volonté d'intégration européenne parmi les États de l'UE. En conséquence, l'Union européenne a perdu la confiance de nombreux citoyens.

Si l'Union européenne doit survivre dans les années à venir, il lui faut prendre le chemin de la paix sociale, de la prospérité et de l'unité politique grâce à l'action d'un gouvernement démocratique. **Une Europe fédérale avec des institutions démocratiques solides est la seule façon de relever ce défi.** L'Europe ne sera pas unie si elle n'est pas démocratique. Et elle ne sera pas démocratique si elle n'est pas une fédération.

Le processus de construction d'une **véritable union fédérale européenne commence par la zone euro et les États vraiment décidés à rejoindre la zone euro.** Tout d'abord, **nous avons besoin d'une union bancaire, pour éliminer toutes les mauvaises pratiques bancaires et pour alléger le fardeau de la dette,** en train de réduire à néant les chances de trop nombreux citoyens européens. **Nous avons besoin de formes adéquates de taxation et de nouvelles formes de gestion de la dette** au niveau de l'UE. La zone euro doit avoir une capacité financière autonome et capable de contribuer à la stabilisation macro-économique.

Le **budget de l'UE devrait être financé par de véritables ressources propres** - comme les taxes sur les émissions de carbone ou les transactions financières - qui, à la différence du système actuel des contributions nationales directes, permettra au noyau fédéral d'échapper à la paralysie du *juste retour*.

Approfondir l'intégration budgétaire veut dire évoluer vers une véritable union politique. À présent, la gestion de la crise soumet le Traité de Lisbonne à des tensions insoutenables. Sa révision est inévitable si l'Union doit surmonter ses difficultés actuelles. **Nous appelons à une convention constitutionnelle qui commencerait en 2015.**

Le nouveau traité doit améliorer la capacité de l'Union à agir à l'intérieur et à l'extérieur. La principale caractéristique de la nouvelle loi fondamentale sera la **mise en place d'un gouvernement fédéral doté d'un puissant secrétaire au Trésor en vue de l'union économique et budgétaire.**

Il faudrait **transférer à la Commission européenne l'essentiel des pouvoirs exécutifs résiduels détenus par le Conseil. La taille de la Commission devrait être réduite** et ses membres désignés par le futur président, puis élus par le Parlement européen. Les prises de décisions à la **majorité qualifiée** deviendrait la norme. La fonction du Conseil européen consisterait à piloter et diriger le Conseil des ministres.

Des procédures souples et démocratiques sont nécessaires pour les futurs amendements des traités, qui devraient entrer en vigueur, soit une fois ratifiés par le Parlement européen avec une majorité qualifiée des États membres, soit par une majorité des États et des citoyens au cours d'un référendum paneuropéen.

On ne peut pas obliger contre leur volonté les États de l'UE à prendre les mesures fédérales que nous proposons. En même temps, on ne peut donner à ces États le droit permanent de choisir exclusivement ce qui les intéresse dans l'UE et de rejeter le reste. C'est pourquoi nous proposons de **créer une nouvelle catégorie de membres, disponible pour ceux qui choisissent de ne pas se joindre à l'union fédérale.** Leur participation institutionnelle serait nécessairement limitée.

Nous demandons instamment aux partis politiques et aux candidats aux élections parlementaires européennes de 2014 de faire de la réalisation d'une union fédérale un thème central de leur campagne.

